

RAPPORT RELATIF AUX DISPOSITIONS A PRENDRE EN VUE DU DEPLACEMENT  
A LAKE SUCCESS DES MEMBRES DE LA MISSION REPUBLICAINE  
ET A LA SITUATION ACTUELLE DES DIRIGEANTS REPUBLICAINS,  
ADRESSE LE 25 JANVIER 1949 AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE  
PAR LA COMMISSION DES BONS OFFICES POUR LA QUESTION INDONESIENNE

La Commission des bons offices présente le rapport ci-après:

A) Mission républicaine à Lake Success.

1. La Commission se réfère au télégramme qu'elle a adressé le 21 janvier au Président du Conseil de sécurité pour signaler que M. Hatta, Premier Ministre d'Indonésie, lui avait demandé de prendre des dispositions pour permettre à une Mission républicaine de se rendre à Lake Success conformément à la procédure exposée lors de la séance du Conseil de sécurité tenue le 17 janvier. Le 21 janvier, la Commission a soumis cette demande à la délégation des Pays-Bas, de manière à obtenir les autorisations nécessaires. La Commission a alors été informée que la question de la délivrance des autorisations à la Mission avait été soumise au Gouvernement des Pays-Bas à La Haye. On lui a fait savoir que le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pris aucune décision en ce qui concerne les autorisations et les moyens mis à la disposition des représentants républicains pour se rendre à Lake Success. La Commission n'est donc pas en mesure de prendre quelques dispositions que ce soit pour cette Mission.

B) Situation des dirigeants républicains.

2. Le 24 janvier 1949 la Commission a reçu la lettre ci-après que lui adressait le même jour le Secrétaire général de la délégation républicaine:

"Batavia,

24 janvier 1949

Monsieur le Président,

1. J'ai l'honneur de vous faire mon rapport sur la visite que le professeur Supono, le docteur Darmasetyawan et moi-même avons faite aux dirigeants républicains internés à Prapat, Sumatra et dans l'île de Bangka. Les 21 et 22 janvier, nous avons rendu visite, à Prapat, à M. Sukarno, Président, et à M. Hadji Agus Salim, Ministre des affaires étrangères. Les 22 et 23 janvier, nous nous sommes

entretenus à Bangka avec M. Hatta, Vice-Président, et les autres dirigeants qui y sont internés.

2. Les conditions de vie du Président et de Hadji Agus Salim sont bonnes. Ils sont toutefois gardés à Prapat par des factionnaires armés dans une zone militaire relativement peu étendue et ne jouissent d'aucune liberté de mouvement en dehors de cette zone.

3. A Bangka, les conditions de vie des dirigeants républicains se sont améliorées depuis la visite, le 17 janvier, de M. Gieben et du colonel Thompson. Ils peuvent se déplacer librement dans l'île et une voiture automobile a été mise à leur disposition. On leur a toutefois signifié qu'ils ne doivent se livrer à aucune activité politique si ce n'est celles qui sont conformes à la politique néerlandaise. Je transmettrai officiellement un rapport complet de M. Roem sur les conditions actuelles d'internement à Bangka des dirigeants républicains.

4. Au cours de ma visite à Bangka, le Vice-Président m'a fait savoir qu'il avait adressé le 21 janvier 1949 au Président de la Commission des bons offices à Djakarta le télégramme ci-après: "Suite émission PCJ Gouvernement néerlandais ne s'opposera pas envoi dirigeants républicains à Conférence Nouvelle Delhi. Conformément notre plan interrompu prière nous aider à obtenir facilités départ Président Soekarno, Hadji Salim, Mohamad Natsir et Suryadarma. Prière prêter votre concours pour me permettre rencontrer groupe du Président Soekarno à Bangka avant départ. Hatta."

Ayant appris que le télégramme n'a pas été communiqué à la Commission je vous serai reconnaissant de bien vouloir tenir compte maintenant du message.

5. Au cours de notre visite à Prapat et à Bangka nous avons également appris qu'un message télégraphique, adressé par le Président au Vice-Président et suggérant l'envoi éventuel à Lake Success de MM. Sjahrir et Roem, n'avait pas été remis à son destinataire. Ce télégramme a été ultérieurement annulé par la décision prise d'envoyer à Lake Success MM. Sjahrir et Leimena. Il demeure toutefois que le télégramme du Président n'a pas été remis à son destinataire.

6. Aussi tiens-je à souligner dans le présent rapport les graves inconvénients qui résultent pour la République des entraves apportées aux communications entre dirigeants républicains et entre les dirigeants républicains d'une part, les membres de la délégation

républicaine à Djakarta et la Commission des bons offices  
d'autre part.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.

(signé) R. Soedjono,  
Secrétaire général de la délégation  
républicaine

Au Président de la Commission  
des bons offices, Palavia."

3. La Commission a remis cette lettre à la délégation néerlandaise le 24 janvier à 21 heures. La Commission déclarait dans sa lettre de couverture qu'une copie de la lettre de la délégation républicaine en date du 24 janvier serait transmise au Conseil de sécurité et demandait à la délégation néerlandaise de communiquer à la Commission avant le 25 janvier, 11 heures, tous commentaires qu'elle souhaiterait formuler à ce sujet.

4. Le 24 janvier à 19 h.30, la Commission a reçu de la délégation des Pays-Bas une lettre n° 450, datée du 24 janvier, qui transmettait le télégramme du Premier Ministre Hatta mentionné au paragraphe 4 de la lettre de la délégation républicaine en date du 24 janvier. La lettre de la délégation néerlandaise poursuivait en ces termes: "A cet égard, je suis habilité à vous signaler que pas plus le Gouvernement néerlandais que le Gouvernement de l'Indonésie n'ont, officiellement ou officieusement, précisé leur position en ce qui concerne la visite à la Conférence de la Nouvelle Delhi de dirigeants républicains." La lettre de la délégation des Pays-Bas n'indiquait pas la date à laquelle le télégramme expédié par M. Hatta avait été entré non plus que la raison du retard apporté à le remettre.

5. La Commission note que le sigle "FCJ" qui figure dans le télégramme du Premier Ministre Hatta est l'indicatif de la station néerlandaise d'Hilversum. Il est probable que l'émission mentionnée par M. Hatta se rapporte à une nouvelle publiée dans l'édition anglaise d'Aneta du 20 janvier et dont voici la teneur: "Répondant à une question qui lui était posée, le porte parole a déclaré que le Gouvernement des Pays-Bas ne mettrait aucune entrave au déplacement de dirigeants républicains à Lake Success ou à la Nouvelle Delhi au cas où l'un deux souhaiterait s'y rendre." La Commission a pu ultérieurement s'assurer auprès du "porte parole" cité qu'il ne parlait pas alors à titre officiel sur ordre de son Gouvernement.

6. Le 25 janvier, la Commission a reçu de la délégation néerlandaise la lettre n° 463, datée du même jour, dont le texte suit:

"Batavia,

25 janvier 1949

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre de la Commission n° GO 159 en date du 24 janvier 1949, que nous avons reçue hier à 21 heures.

En ce qui concerne le paragraphe 4 de la lettre de la délégation républicaine du 24 janvier dernier, je puis me référer à ma lettre n° 450 du même jour, que vous avez reçue le même jour, 24 janvier, vers 19 h.30.

Au cours de l'entretien que vous avez eu le 24 janvier avec M. Riphagen, ce dernier vous a expliqué que le télégramme de M. Soekarno à M. Hatta n'avait pas été remis pour la raison suivante: en vue d'éviter qu'une certaine confusion ne se produise du fait qu'il était alors possible que M. Soekarno se rendît à Bangka, M. Koets a laissé le télégramme chez M. Sjahrir, en l'absence de ce dernier, avec une note adressée par M. Soekarno à M. Sjahrir, et a offert de transmettre à M. Hatta le message contenu dans le télégramme adressé à M. Hatta au cas où M. Sjahrir le jugerait nécessaire. N'ayant pas été prié de le faire, il n'a pas donné suite à sa proposition.

Vous reconnaitrez sans doute qu'étant donné que vous demandez une réponse avant 1 h.10 aujourd'hui, ma délégation doit se réserver le droit de commenter dans une lettre ultérieure les questions soulevées par la lettre de la délégation républicaine et qui ne sont pas traitées ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Président par intérim

(signé) M. W. Riphagen

Au Président de la  
Commission des bons offices,  
Batavia."

7. Le 25 janvier à 12 h.15, le Président de la Commission a fait savoir au représentant du Président par intérim de la délégation néerlandaise qu'à la lumière du dernier paragraphe de la lettre que ce dernier lui avait

adressée le 25 janvier, la Commission voudrait bien recevoir les commentaires ultérieurs que la délégation néerlandaise pourrait tenir à sa disposition avant 15 h.30 le même jour. Aucun autre commentaire n'a été reçu.

C) Invitation adressée par les Fédéralistes aux dirigeants républicains

8. Le Secrétaire général de la délégation républicaine a transmis à la Commission copie de la correspondance échangée entre le Président du Comité de liaison de la Conférence consultative fédérale d'une part, le Président Soekarno et le Premier Ministre Hatta d'autre part. En réponse à une invitation que leur a adressée le Président du Comité de liaison à assister à une réunion des Fédéralistes à Batavia à l'occasion de la constitution d'un gouvernement fédéral provisoire d'Indonésie, le Président et le Vice-Président de la République ont déclaré que cette rencontre ne pourrait être envisagée que lorsque les dirigeants républicains auront été relâchés et que le Gouvernement de la République aura pu prendre connaissance de l'invitation.

-----